

LA FRANCE RETARDE LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Le réel problème et le plus crucial sur lequel il faudra que l'Afrique, l'Afrique francophone se lève est celui de son extrême dépendance au système français.

Le général De Gaulle affirmait en 1961, tout juste après le processus de décolonisation des anciennes colonies françaises : ***"Notre ligne de conduite, c'est celle qui sauvegarde nos intérêts et qui tient compte des réalités. Quels sont nos intérêts ? Nos intérêts, c'est la libre exploitation du pétrole et du gaz que nous avons découvert ou que nous découvririons"***. Et, tout a été fait pour embrigader ces pays, bloquant ainsi leurs développements.

La domination économique de la France sur ses anciennes colonies d'Afrique Noire, enracinée dans la devise "franc CFA" doit prendre fin.

Le Bénin, le Burkina-Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal, le Togo ; formant l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), le Cameroun, la République centrafricaine, la République du Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et le Tchad formant la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et l'Union des Comores sont les quinze Etats africains membres de cette zone franc qui ne leur a rien apporté depuis cinquante ans sinon que des problèmes et un plus grand asservissement à la France.

La coopération monétaire entre la France et ces Etats africains de la Zone franc est régie par quatre principes fondamentaux que sont :

- 1. La garantie de convertibilité illimitée du Trésor français ;**
- 2. La fixité des parités ;**
- 3. La libre transférabilité ;**
- 4. La centralisation des réserves de change** (en contrepartie de cette garantie, les trois banques centrales que sont la BCEAO pour l'UEMOA, la BEAC pour la CEMAC et la BCC pour les Comores sont tenues de déposer une partie de leurs réserves de change auprès du Trésor français sur leur compte d'opérations).

En échange donc de la garantie française de la convertibilité du franc CFA, **ces pays ont consenti à déposer 65 % de leurs réserves de devises étrangères sur un compte spécial du ministère des Finances français et ont accordé à la France un droit de veto sur la politique monétaire à adopter au sein de la zone franc.**



En clair, lorsque le Bénin par exemple vend du coton aux Etats unis pour 500.000 dollars, les Etats unis payent les 500.000 dollars au Bénin mais sans que le Bénin ne voit la couleur de l'argent. En effet, les Etats-Unis envoient les 500.000 dollars qu'ils doivent au Bénin par le trésor français et celui-ci garde 65 % (la part de la banque de France) et donne 35 % à la BCEAO et ce sont finalement ces 35% soit 175.000 dollars qui nous reviennent.

C'est à la limite de l'exploitation, l'exploitation d'une nation par une autre nation et même un déni de souveraineté puisque ces pays ne sont pas libres de la gestion de leur politique économique et monétaire, domaine pourtant constitutif de la souveraineté d'un État.

La preuve en est la dévaluation de 1994 décidée unilatéralement par la France et qu'ont dû subir ces Etats. L'indépendance de ces Etats est alors une indépendance de façade et cet assujettissement de la monnaie de l'Afrique subsaharienne à la monnaie française ne favorise pas le développement.

Au moment où ces pays croupissent sous le lourd poids de la mondialisation et qu'ils ont besoin des ressources pour diversifier leurs agricultures, promouvoir l'entrepreneuriat chez les jeunes, des milliers de milliards de FCFA sont entassés au trésor français au nom de l'appartenance à la zone franc.

Le passage du franc français à l'euro devait sonner le glas de ce système mais comme les gouvernants africains se refusent à toute réflexion sur le développement et l'avenir du continent, la France a réussi à obtenir de leur part que les accords de coopération monétaire de la zone franc ne soient pas affectés par son entrée dans l'union européenne.

Le système est toujours resté le même et le franc CFA est aujourd'hui lié à l'euro suite à l'intégration de la France dans l'Union européenne et à l'élaboration d'une monnaie unique pour l'Europe ce qui signifie que la valeur du franc CFA dépend de celle de l'euro.

Ainsi donc, les pays africains sont amenés à subir et subiront les fluctuations du cours de l'euro, ces fluctuations lors de la conversion entre l'euro et les monnaies étrangères jouent sur les recettes d'exportation des pays africains.



Parité

Création du FCFA	26 décembre 1945	1 FCFA = 1,70 FF
Dévaluation du franc Français (FF)	17 octobre 1948	1 FCFA = 2,00 FF
Instauration du nouveau franc Français	27 décembre 1958	1 FCFA = 0,02 FF
Dévaluation du FCFA	12 janvier 1994	1 FCFA = 0,01 FF
Arrimage du FCFA à l'euro	1er janvier 1999	1 euro = 655,957 FCFA

Plus, s'effrite les recettes d'exportation, plus les pays africains deviennent moins compétitifs sur le plan international.

La preuve, la croissance industrielle en Afrique est passée de 8% dans les années 1960 à moins de 1% ; de 1960 à 1969, la part moyenne de l'Afrique aux exportations et importations mondiales était de 5,3% et 5,0% respectivement et de 1990 à 1998 elle n'était que de 2,3% et 2,2%, stagnant à 2% depuis l'an 2000.

Cette descente traduit parfaitement la difficulté de l'Afrique à être présente sur le marché mondial vu qu'elle est **dépouillée de plus de la moitié de ces revenus par la France**. Conséquences : les économies africaines restent très faibles, les populations se paupérisent et donnent la voix par des troubles civils, des rébellions, du grand banditisme bref, une implosion de la violence dans les pays africains.

Et elle intervient alors la France avec son programme d'aide au développement qui, il faut le rappeler ne constitue pas 1% de son PIB. Environ 0,47% de son PIB est consacré à l'aide au développement dont une part croissante sous forme de prêts à rembourser avec des taux d'intérêts énormes.

Ces 0,47% sont loin des 0,7% que la France elle-même par son Président a promis atteindre en mars 2009 au sommet de Doha.

Il faudrait que les Africains commencent à se mettre dans la tête que **la France ne peut rien offrir au continent africain qu'elle a contribué énormément à arriérer pendant des décennies et des décennies ;** elle-même est essoufflée financièrement et ne tient sa place de puissance mondiale que grâce à la corde qui la lie à l'Afrique ; cette Afrique qui est pratiquement en péril dans tous les domaines.

Sans une indépendance économique, l'Afrique ne peut avoir une indépendance politique et ne peut prétendre au développement.

L'Afrique offre à la France de par sa passivité et son absence de vision de développement un vaste marché d'écoulement des produits français, une présence stratégique importante avec des

bases militaires par ci par là sur le continent, l'exploitation abusive et presque gratuite de nos matières premières et partant, une influence politique des plus machiavéliques qui soit avec des soutiens aux dictateurs africains.

L'ingérence intempestive de la France dans la politique intérieure des Etats africains, le soutien de la France aux régimes dictatoriaux africains sont les conséquences directes du souci permanent de la France de préserver ces Etats africains comme des colonies qu'elle pourra contrôler à sa guise et où elle pourra installer des entreprises françaises pour l'exploitation des matières premières africaines ; hypothéquant du coup le développement de l'Afrique.

Un petit fait anodin ; au Togo, ancienne colonie allemande membre de la zone franc depuis 1949, quand le Président SYLVANUS OLYMPIO a commencé à donner de la voix émettant son désir ardent de sortir de la zone franc dès 1963 pour donner l'indépendance monétaire à son pays, c'est son assassinat qui survint à travers un coup d'Etat mettant au pouvoir un dictateur qui s'est juste contenté d'être président pendant des décennies, de martyriser son peuple et le résultat est là.

La plupart des anciennes colonies françaises ont connu des troubles et les quelques-unes qui résistent sont entrain d'être poursuivies par cette même France qui apporte sournoisement son soutien à des régimes corrompus, dictatoriaux, douteux, machiavéliques, mafieux et galeux qui sacrifient leurs peuples au profit des intérêts français.

Comment comprendre qu'avec le climat de tension, le mauvais bilan du régime de Boni YAYI au Bénin rattrapé par des dossiers de malversations financières et de corruption, la volonté manifeste de Boni YAYI de restreindre les libertés par des coups répétés portés aux libertés démocratiques (signe des dictatures en gestation), la domestication des institutions de contre-pouvoir par Boni YAYI, la volonté affichée des partisans du moins ce qu'il en reste des partisans de Boni YAYI d'aller à l'affrontement avec les partisans des autres forces politiques, la situation économique précaire du pays, la France veuille le garder au pouvoir en l'aidant à confectionner une liste électorale truquée ?

La raison est toute simple : c'est pour préserver les intérêts français. Boni YAYI a tout vendu et les français ont tout acheté. Ils ne peuvent que le soutenir pour qu'ils puissent les aider à trouver de marchés à leurs entreprises, que leurs entreprises puissent résister à la crise, se faire une bonne santé financière, que l'économie française puisse se porter à merveille et que l'économie béninoise se détériore et qu'aussi les béninois croupissent de faim,



attendant l'émergence. C'est cela la politique cachée d'aide au développement de la France.

La France a créé des foyers de tension dans les pays qui ont essayé de remettre en cause les accords qu'elle a conclu avec eux par le biais des anciens présidents, les déstabilisant pour légitimer son indispensable soutien et mieux exploiter le pays.

Je n'apprécie pas personnellement le président GBAGBO mais je suis obligé de reconnaître qu'il est un homme courageux ; il a préféré que l'argent du pays serve au pays en remettant en cause les accords douteux conclus entre la France et son pays que de continuer à servir l'Etat français comme l'ont fait ses prédécesseurs. Peu de temps après, la guerre éclata.

Tout le temps, c'est des troubles dans les pays africains francophones et pendant ce temps, les anciennes colonies britanniques comme le Ghana, poursuivent tranquillement et petitement avec l'aide si besoin est, de la Grande Bretagne leur route vers le développement.

- **Comment la France a-t-elle fait pour acquérir des terres en Afrique ?**
- **Au nom de quoi la France peut-elle prétendre être propriétaire d'une partie du sous-sol africain ?**
- **Au nom de quoi la France peut-elle prétendre avoir des propriétés sur les terres africaines, propriétés qu'elle se permet de mettre en bail aux Etats Africains ?**
- **Pourquoi les Etats africains doivent-ils continuer à payer à la France des redevances pour des résidences construites sur leurs terres du temps de la colonisation ?**
- **Pourquoi le continent n'a cessé de régresser malgré ses richesses considérables ?**
- **Pourquoi la France tient-elle par des accords ambigus à dépouiller l'Afrique de ces richesses ?**

L'image angélique que les médias occidentaux et du monde montrent de la politique de la France en Afrique est erronée et derrière le rideau se cache une réelle prédatrice du développement Africain.

Il faudrait que les peuples africains se mettent en mouvement pour une souveraineté réelle et une démocratie effective.

L'Afrique ne peut pas compter sur les dirigeants corrompus, sans qualification et sans connaissance aucune, sans réelle volonté de développement, qui sont à la tête des Etats africains actuellement. Elle a perdu ses vrais leaders, ses vrais nationalistes, morts l'arme à la main avec la complicité de la plupart de nos chefs d'Etats africains actuels.

La jeunesse africaine a le devoir d'honorer leurs mémoires en changeant cela, et c'est à cette révolution que je l'appelle. L'Afrique doit procéder à sa propre restructuration si elle veut avancer ou



alors elle devra s'apprêter à disparaître. Ceci est inévitable si la jeunesse africaine ne change pas la donne.

L'heure est aux grands rassemblements dans le monde et le continent ne doit pas rester en marge de ces bouleversements, il doit rentrer dans la marche par l'Unité, l'unité de l'Afrique, les Etats-Unis d'Afrique pour parler d'une seule voix et exiger le retrait de la France de nos pays.

Nous n'avons pas le droit de nous taire, nous avons le devoir de réagir et de mettre au pouvoir pour ce nouveau cinquantenaire qui s'est ouvert des hommes et des femmes qui ont le sens patriotique ; pas de faux patriotes ou des patriotes auto-proclamés.

Déterminés, nous réussirons et l'Afrique se relèvera.

Moussa Tiékoro Bagayoko

